

La Grande Ruée sur la nature

Laurent Garrouste*

ET S'IL FALLAIT VOIR LE MONDE UN PEU DIFFÉREMMENT pour penser la manière radicale de le changer ? Domine en effet au sein de la gauche radicale une vision souvent economiciste de la crise systémique actuelle dont l'un des effets est de séparer radicalement dynamique économique du capitalisme et dynamique de la crise écologique. Certes, l'autonomie de la sphère économique et de ses mécanismes est indiscutable, mais sa connexion à la réalité matérielle, dont les écosystèmes et leurs ressources, constitue une dimension tout aussi essentielle. Or, ce lien à la nature de la sphère économique constitue souvent un angle mort de l'analyse, à quelques exceptions près^{1/}. D'un autre côté, l'insistance unilatérale mise sur le paradigme écologique au sein de nombreux courants écologistes n'est finalement guère plus éclairante, la description de la catastrophe écologique étant souvent séparée de toute critique globale de l'économie capitaliste. Avec comme effet une analyse qui tourne court et débouche sur la prescription de remèdes dérisoires, ce dont témoigne par exemple une taxe carbone érigée en potion miracle de la lutte contre la crise climatique.

Je voudrais défendre ici l'hypothèse suivante : le moment actuel est celui de l'interconnexion des crises sociale et écologique globales générées par la dynamique du capital, crise sociale étant ici comprise dans un sens large, englobant la crise économique dont la spécificité doit néanmoins évidemment être saisie. Cette interconnexion, dont les dimensions sont innombrables, est le résultat de l'histoire du capitalisme. Elle en dresse un bilan terrible et mortifère. En même temps, autre versant de l'hypothèse, le moment actuel est aussi celui d'un déchaînement, en ce sens qu'il se caractérise par une grande ruée sur la nature. Le libre cours laissé au capital, dans ce moment d'interconnexion, conduit à une accélération et un approfondissement de chacune des crises. En résulte en particulier un niveau de pillage et de destruction de la nature inédits, dont il est urgent de prendre conscience et dont les effets sont considérables sur tout projet de changement social progressiste.

On voit donc combien nous sommes ici éloignés du roman feuilleton du capitalisme vert comme issue sociale et écologique à la crise systémique actuelle, dont les variantes constituent aujourd'hui un des fonds de l'idéologie dominante^{2/}. Vert, le capitalisme l'est des éclaboussures de ses destructions.

* Laurent Garrouste est inspecteur du travail. Il vient de publier *Pistes pour un anticapitalisme vert*, Paris, Syllepse 2010.

^{1/} Je renvoie par exemple aux travaux des économistes Joan Martinez-Alier, René Passet ou

encore Jean-Marie Harribey.

^{2/} Voir Daniel Tanuro, *L'Impossible Capitalisme vert*, Paris, « Les empêchés de penser en rond », La Découverte, 2010.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

Jamais en effet jusqu'à ce jour il n'a autant détruit la nature. Non que le capitalisme menace la planète ou la vie dans son ensemble au sens strict, mais il sape les bases naturelles au sein desquelles la civilisation humaine actuelle, dans sa diversité, a éclos et s'est développée, et qu'elle a largement façonnées au cours d'une longue co-évolution ; la nature accueillante – *human friendly* diraient les anglo-saxons – pour l'espèce humaine. Or ces destructions sont un des éléments de la crise sociale actuelle.

Les effets cumulatifs de la destruction écologique capitaliste

La mise en évidence du rôle moteur du capitalisme dans la naissance et le développement de la crise écologique actuelle peut faire débat. Dans la préface à l'édition française de son ouvrage de référence relatif à l'histoire de l'environnement au XX^e siècle, l'historien John R. McNeill indique : « *Lorsque j'ai commencé à travailler sur ce livre au début des années 1990, je pensais que l'élément qui avait le plus fortement marqué l'histoire environnementale mondiale du XX^e siècle avait été l'accroissement de la population. Lorsque j'eus achevé ce travail, mon opinion avait changé, et c'est le système énergétique basé sur les énergies fossiles que je considérais comme la variable essentielle dans l'histoire environnementale moderne ; j'ai tâché de souligner son importance dans le livre. Je pense maintenant, dix ans plus tard, que si c'était à refaire, j'insisterais plus encore sur les énergies fossiles. Ma conviction s'est renforcée avec les années qui se sont écoulées entre temps* »^{3/}.

Si ce jugement peut être partagé, l'explication donnée par l'auteur des conditions d'émergence de ce système énergétique ne convainc pas :

« *La croissance explosive des temps modernes a résulté principalement de l'ingéniosité de l'homme. Depuis les années 1760, nous avons sans cesse développé de nouveaux pôles technologiques, donnant accès à de nouvelles formes d'énergie et améliorant la productivité du travail. Dans le même temps, nous avons conçu de nouvelles formes d'organisation sociale et commerciale qui se sont traduites par un fort accroissement de l'activité économique. Le progrès des temps modernes repose à la fois sur les machines et sur l'organisation – le matériel et le logiciel* »^{4/}. Cette explication ne permet pas de comprendre pourquoi, alors que les hommes et les femmes ont toujours été « ingénieux », s'enclenche à un moment historique donné une dynamique de croissance ininterrompue. L'auteur escamote le fait que cette dernière résulte de l'essor du capitalisme, et que le système énergétique fossile constitue un élément essentiel de cette envolée. De plus, ce décollage ne peut être expliqué seulement à partir de conditions technologiques, mais aussi de conditions sociales et économiques décisives. La recherche du profit dans un contexte de concurrence entre capitaux conduisant à une fuite en avant

productive permanente, est une spécificité centrale du système capitaliste, le distinguant des autres modes de production. Elle constitue la source

^{3/} John R. McNeill, *Du nouveau sous le soleil, Une histoire de l'environnement mondial au XX^e siècle*, Champ Vallon, 2010, p. 5-6. L'édition originale date de 2000.

^{4/} *Ibid.*, p. 44.

principale de rupture de « *l'équilibre complexe du métabolisme social* » de l'humanité avec la nature sous la domination capitaliste^{5/}. L'élimination du lien de causalité direct entre capitalisme et crise environnementale ne peut donc que nuire à la compréhension de la dynamique de cette crise au XX^e siècle^{6/}.

La crise climatique signe en effet un redoutable bilan du capitalisme. Le décollage et le développement capitalistes ne peuvent être compris sans prendre en compte le système énergétique et les énergies fossiles sur lesquels il s'appuie. Comme l'a souligné Elmar Altvater, ce système énergétique est en congruence avec les caractéristiques fondamentales du capitalisme^{7/}.

Il permet d'affranchir le système de production des contraintes spatiales et temporelles liées aux sources énergétiques renouvelables, conduisant ainsi à un saut de productivité phénoménal. Depuis les débuts de la révolution industrielle jusqu'à nos jours est donc à l'œuvre un « capitalisme fossile ». Aujourd'hui encore, la plus grande partie de l'énergie produite est issue de la combustion de matériaux fossiles^{8/}. L'aptitude de ce système économique à se passer de ce carburant apparaît donc hautement problématique. L'incapacité des classes dominantes à prendre les mesures suffisantes pour enrayer la croissance ininterrompue des émissions de gaz à effet de serre, rejetées dans l'atmosphère et à l'origine du changement climatique en cours, l'illustre clairement. Le stock cumulé de gaz à effet de serre constitue pour l'heure le résultat de deux siècles de développement du capitalisme. Il ne se passe guère de jour depuis maintenant quelques années qui n'apporte une nouvelle étude venant confirmer la réalité des effets induits par cette accumulation en croissance continue et leur ampleur. Ainsi, alors que le dernier rapport du GIEC en 2007 estimait que la disparition de la banquise arctique en été n'interviendrait qu'aux alentours de 2080, plusieurs scientifiques considèrent qu'elle pourrait intervenir dès 2016 si les tendances actuelles se poursuivaient^{9/}.

La crise climatique, souvent présentée comme la mère de toutes les crises écologiques, ne doit pas éclipser d'autres crises écologiques globales d'une extrême gravité, crises qu'elle a tendance à aggraver, et qui elles mêmes ont

^{5/} Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XLVII, Éditions du Progrès, 1984, tome 3, p. 847.

^{6/} Effet des temps sans doute, l'auteur ne semble pas avoir lu Marx, qu'il ne cite que de seconde main pour valider la thèse de sa responsabilité dans le désastre écologique du « socialisme » bureaucratique. La conséquence en est l'oblitération de toute la spécificité du capitalisme, en particulier des conditions et modalités de l'accumulation du capital, pourtant indispensable à la compréhension de la crise actuelle.

^{7/} Elmar Altvater, « L'environnement social et naturel du capitalisme fossile », *La Brèche/Carré rouge*, n° 1, décembre 2007 - février 2008, p. 33-45. Sur la notion de système énergétique et le système énergétique capitaliste, voir Jean-

Claude Debeir, Jean-Paul Deléage, Daniel Hémy, *Les Servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie*, Flammarion, 1986, p. 18-36, et p. 175-212. Voir aussi Daniel Tanuro, « Marxisme et énergie : face au changement climatique, un aggrégement indispensable à l'élaboration programmatique », article en ligne sur le site www.europe-solidaire.org.

^{8/} Le nucléaire produit moins de 10 % de l'énergie primaire générée dans le monde. Les réserves d'uranium étant limitées et la fusion hors de portée, il ne constitue pas une alternative mais une source supplémentaire de nuisance. Les dégâts du nucléaire s'ajoutent à ceux du fossile, bien loin de s'y substituer.

^{9/} *Le Monde*, 16 septembre 2011.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

pour effet de diminuer la capacité des écosystèmes et de l'humanité à faire face aux modifications provoquées par la crise climatique. Elle a cependant un caractère intégrateur de l'ensemble de ces crises, du fait de la modification du cycle du carbone qui l'induit, et a pour effet de perturber le régime de régulation des compartiments terrestres dans lesquels évolue le vivant – atmosphère et hydrosphère en priorité – et dont l'humanité dépend de manière vitale. Les atteintes portées à la biodiversité, l'érosion des sols ou encore la pollution chimique généralisée représentent trois crises globales autonomes aux effets potentiellement catastrophiques, ou si l'on veut, compte-tenu de la liaison étroite existant entre ces crises et de leur synergie ainsi que du caractère intégrateur de la crise climatique, trois dimensions autonomes d'une seule crise écologique globale. La menace d'une sixième extinction, c'est-à-dire d'une réduction drastique du nombre d'espèces et variétés végétales et animales, a toutes les chances de conduire à l'effondrement d'écosystèmes décisifs pour l'alimentation humaine. La robustesse des écosystèmes est en effet fonction de leur richesse spécifique, certaines espèces jouant un rôle de clé de voûte et leur disparition conduisant alors à un bouleversement du fonctionnement de l'écosystème. Les causes de cette extinction annoncée et amorcée sont innombrables. Parmi elles, les effets du changement climatique ou encore la pollution des eaux, des sols et de l'air, mais aussi la surexploitation de certaines espèces pour des raisons économiques. Tel est le cas aujourd'hui de nombreuses espèces de poissons menacées par la surpêche largement générée par l'industrialisation du secteur, par exemple les requins ou le thon rouge. Une étude récente vient ainsi d'indiquer que le niveau des prises de ce dernier en Méditerranée a dépassé en 2010 de 141 % le niveau fixé pour préserver l'espèce du risque de disparition (32 500 tonnes pêchées pour un quota de 13 500 tonnes)^{10/}. Autre exemple inquiétant, la menace pesant sur les abeilles. La responsabilité de certains pesticides agricoles dans la mort de nombreuses colonies est maintenant solidement fondée. Or, un effondrement de grande ampleur des populations d'abeilles aurait des conséquences incalculables sur l'alimentation humaine, compte-tenu du rôle joué par ces insectes dans la pollinisation d'un grand nombre d'espèces végétales. Ces deux exemples permettent de saisir à la fois le lien entre les différentes crises écologiques globales et les enjeux économiques et sociaux de ces crises.

On pourrait multiplier les exemples de synergie entre crises écologiques : l'acidification des océans, une des conséquences de l'augmentation continue de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, menace de bouleverser la vie marine du fait de l'élimination de nombreuses espèces^{11/}. De même, la chimisation caractéristique de l'agriculture industrielle conduit à



^{10/} *Le Monde*, 19 octobre 2011.

^{11/} Une part du CO₂ atmosphérique est transférée dans les océans où elle subsiste sous forme dissoute. L'augmentation de la concentration du CO₂ atmosphérique entraîne une augmentation du CO₂ dissous, provoquant une

acidification des eaux océaniques. Pour un point récent, Scott Doney, « L'acidification menace les écosystèmes marins », *Dossier Pour la Science, Les océans et la chimie durable*, n° 73, octobre-décembre 2011, p. 102-108.

un appauvrissement sans précédent des sols. La biodiversité des organismes vivants qu'ils recèlent, indispensable à leur préservation, est aujourd'hui considérablement réduite du fait du déversement massif d'un cocktail de pesticides puissants dont l'action préserve peut-être la plante cultivée mais agit sur le reste du vivant sans discrimination.

L'histoire du capitalisme apparaît comme une dégradation progressive et ininterrompue de la situation écologique de la planète pour l'espèce humaine. Contrairement à ce que supposait Karl Polanyi, la grande transformation qui a suivi l'effondrement de la première phase de mondialisation capitaliste n'a pas conduit à interrompre les atteintes portées à la nature par le « marché autorégulateur »^{12/}. La période des Trente glorieuses a été celle d'un capitalisme régulé mais agissant écologiquement de manière puissante. Les « compromis » sociaux du fordisme supposaient une forte croissance économique. Mais cette croissance s'est opérée à un coût écologique considérable. C'est en effet durant cette période que les principaux problèmes écologiques prennent leur dimension globale, planétaire. Les produits chimiques de synthèse sont massivement utilisés dans l'industrie et l'agriculture mais sont aussi présents dans de nombreux produits de consommation courante, polluant l'air, les eaux, les sols, et les êtres vivants ; la consommation énergétique fossile croît à un rythme exponentiel, tout comme la consommation d'eau douce ; la pêche industrielle accroît sa pression sur les populations de poissons, etc. Loin de signifier un répit pour la nature, les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale sont celles d'un saut quantitatif et qualitatif dans l'exploitation des écosystèmes et la perturbation des grands cycles biogéochimiques, dont celui du carbone. Les États bureaucratiques, l'URSS au premier rang, ont par ailleurs activement contribué durant toute cette période à renforcer les tendances à l'œuvre, en édifiant et développant des systèmes de production en rupture avec les contraintes environnementales et mimant le fonctionnement capitaliste, de façon souvent moins efficace et plus polluante.

La longue phase de croissance faible ouverte au début des années 1970 n'a pas constitué un répit, mais a continué et amplifié la dynamique enclenchée, en dépit de la prise de conscience de l'existence des menaces écologiques globales à compter du commencement de cette séquence historique. La crise écologique globale se noue à ce moment dans ses différentes dimensions, qui de plus en plus interagissent. En même temps les liens multiples entre crise sociale et crise écologique deviennent plus manifestes et actifs, fonctionnant de manière générale comme vecteurs de renforcement mutuel de chacune.

Accélération

Sur la période 1985-2005, la consommation d'énergie, issue de la combustion de matériaux fossiles pour l'essentiel, est passée au niveau mondial

^{12/} Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983, voir notamment p. 253-268, 337-351.

de 7 150 à 10 565 mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), soit pour les États-Unis un bond de 1 763

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

à 2 342 mtep, pour la France de 195 à 260 mtep, pour la Chine de 533 à 1 429 mtep, ou encore pour le Brésil de 109 à 198 mtep. La courbe d'évolution de concentration atmosphérique en gaz à effet de serre montre logiquement la même tendance à une progression de plus en plus rapide : de 315 ppm en 1950, à 360 en 1995 et environ 385 aujourd'hui. La mesure de l'empreinte écologique de la population de la planète n'a cessé de s'accroître : en 2011, la consommation de ressources naturelles que peut générer la planète en un an aurait été consommée à la date du 27 septembre, alors que ce seuil se situait début novembre en 2000.

Entre 1980 et 2005, la quantité annuelle de ressources naturelles extraites est passée de 40 à 58 milliards de tonnes, soit une augmentation de presque 50 %. Sont concernées toutes les catégories les plus importantes de ressources : biomasse, combustibles fossiles, minerais métalliques, matières minérales industrielles et de construction. Un démenti s'il en était besoin à l'idée d'une dématérialisation en cours de l'économie^{13/}. Flux de matières et flux d'énergies sont en hausse continue. Mais on est loin du mythe d'une économie circulaire se nourrissant de ses déchets. Au contraire, tout indique que leur quantité augmente de manière exponentielle : citons les émissions de gaz à effet de serre, les déchets radioactifs, les déchets électriques et électroniques, mais aussi les considérables pertes d'énergie en ligne des systèmes de transport d'électricité produite de manière centralisée.

Plus que jamais le capitalisme débouche sur un gigantesque gaspillage de ressources, d'énergie et de travail humain. En outre, une part substantielle des prélèvements concerne des ressources non renouvelables, une autre des ressources renouvelables exploitées de telle façon qu'elles sont soit dégradées soit en voie d'épuisement (eau douce, poissons, forêts tropicales, etc.). La course au profit intrinsèque à la dynamique capitaliste conduit à une détérioration et une dilapidation des ressources et du vivant.

Les dernières décennies sont donc marquées par une accélération du pillage écologique. Elle est le résultat probable de plusieurs événements politico-économiques majeurs, notamment le tournant libéral dans les pays du Nord, les réformes marchandes en Chine à la fin des années 1970 ouvrant la voie à la restauration capitaliste, l'effondrement du bloc de l'Est au tournant des années 1990 et coïncide avec le déploiement de la nouvelle phase de mondialisation capitaliste. L'émergence de la Chine comme puissance capitaliste majeure, tout comme la montée en puissance capitaliste d'autres économies telle celle du Brésil, constituent des éléments déterminants, venant s'ajouter au renforcement de la ponction opérée par les économies industrialisées de longue date.

^{13/} Friends of the Earth Europe, Global 2000, Sustainable Europe Research Institute, *Overconsumption ? Our Use of the World's Natural Resources*, septembre 2009. Voir aussi : Vincent Moreau, Gregor Meerganz von

Medeazza, "Is the economy (de) materializing? A comparison of Germany, China and Spain", First national conference on Economic De-Growth for Ecological Sustainability and Social Equity, Paris, 18-19 avril 2008, p. 156-164.

Dans ce contexte, une course à la « sécurisation des approvisionnements » s'est déclarée concernant les matières premières énergétiques, minérales, mais aussi alimentaires, réparties diversement au niveau mondial. La nécessité de garantir l'approvisionnement en matières premières stratégiques est le corollaire du régime de domination. Elle conditionne et sanctionne à la fois la suprématie impérialiste. La nouveauté relative de la situation actuelle tient à plusieurs facteurs concomitants : la forte probabilité que le pic de production du pétrole ait été franchi ou soit en passe de l'être, l'importance des besoins en matières premières de tout type des pays émergents et singulièrement la Chine, le pouvoir de ces mêmes pays comme producteurs de certaines matières premières dont ils sont ou deviennent en mesure de maîtriser le niveau ou le prix à l'exportation, l'apparition d'une baisse de rendement de certaines cultures alimentaires majeures ou l'anticipation de celle-ci, la pénurie relative de certaines matières premières stratégiques telle que par exemple les terres rares, les tensions grandissantes relatives à la disponibilité en eau douce. Fait significatif : le secteur minier s'est fortement concentré ces dernières années, mouvement d'ailleurs toujours en cours.

Ainsi, à l'heure triomphante de la finance mondialisée, un autre mouvement fondamental déplace les plaques de la tectonique économique vers l'amont de l'activité productive, les secteurs des industries d'extraction, de la production énergétique, de l'agriculture et de la sylviculture. Avec son sens cynique de l'à-propos, la finance s'adapte d'ailleurs en temps réel, comme en témoignent l'ampleur des mouvements spéculatifs sur les matières premières et la multiplication d'instruments financiers basés sur les fluctuations de leurs cours. Comme l'écrit Ted Benton, « *il s'agit des branches de la production [...] à travers lesquelles s'opère l'appropriation primaire de la nature, [...] lieux économiques de la focalisation et de la concentration de cette tendance généralisée de la production capitaliste à aller au-delà de ses limites naturelles. Elles sont pour ainsi dire des "points de tension" vers lesquels les exigences matérielles en augmentation constante de toutes les pratiques sociales convergent et à travers lesquelles elles doivent passer* »^{14/}. Elles sont aussi le lieu d'enjeux sociaux considérables, directs ou indirects.

Quatre dimensions de la ruée actuelle sur la nature

Les données alarmantes relatives au changement climatique et à ses effets devraient rationnellement conduire à ne plus amorcer l'exploitation de nouveaux gisements de combustibles fossiles. Tel est le sens de la proposition dite ITT-Yasuni du gouvernement équatorien de renoncer à l'exploitation d'un champ de pétrole en échange de compensations de la communauté internationale. Au lieu de cela, la ruée sur les gisements d'énergie fossile prévaut. La prospection et l'exploitation pétrolières sont lan-

^{14/} Ted Benton, « Marxisme et limites naturelles : critique et reconstruction écologiques », in Jean-Marie Harribey et Michaël Löwy (dir.), *Capital contre nature*, Actuel Marx, PUF, 2003, p. 54.

cées tous azimuts : gisements *off-shore* au large du Brésil et en mer Caspienne, ressources non convention-

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

nelles tels les sables bitumineux au Canada ou au Venezuela, bientôt peut-être gisements arctiques. Il en est de même du gaz naturel, comme en témoigne la guerre des gazoducs opposant notamment la Russie à l'Union européenne pour l'accès aux ressources des pays d'Asie Centrale, sur lesquelles lorgne également la Chine. Mais la course mondiale à l'exploitation des huiles et gaz de schistes, c'est-à-dire à l'exploitation d'une nouvelle ressource fossile dont la combustion génère des gaz à effets de serre, constitue sans doute un des signes les plus clairs de l'irrationalité profonde du système capitaliste au regard des intérêts de l'humanité. Voici ce que déclare Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez : « On estimait jusqu'à présent qu'on avait du pétrole pour 40 ans et du gaz pour 60 ans. On se projetait déjà dans une société post énergies fossiles. Si l'on a du gaz pour plus de 120 ans, alors il pourrait devenir l'énergie centrale et propre du XXI^e siècle »^{15/}. La rupture avec la manne de l'énergie fossile, dont le contrôle est générateur de surprofits colossaux, conduirait à la remise en cause directe de secteurs puissants des classes dominantes, et aurait des conséquences en chaîne sur l'ensemble de l'économie, conduisant vraisemblablement à une baisse de rentabilité de nombreux secteurs de production du fait du renforcement du coût de l'énergie. Une issue pour l'heure inenvisageable dans le cadre du système, où le développement des énergies renouvelables reste secondaire.

La boulimie de ressources minérales est une autre tendance clé de l'économie internationale. Les terres rares sont devenues en quelques années un enjeu stratégique majeur : en effet 95 % de la production de ces éléments chimiques au cœur d'un nombre considérable de nouvelles technologies, dont bon nombre de technologies dites vertes (catalyseurs des véhicules à essence, ampoules basse consommation, batteries de téléphone, batteries de voitures électriques, disques durs, certains moteurs d'éoliennes, certains panneaux photovoltaïques), sont extraites en Chine. L'arrêt des exportations chinoises vers le Japon suite à un incident maritime entre les deux pays a brusquement révélé les énormes tensions existant sur l'approvisionnement des industries de pointe en matériaux stratégiques. Les États-Unis, le Japon, l'Union européenne et la France ont mis en place des plans visant à garantir la sécurité de leur approvisionnement et à sortir de la dépendance actuelle à la production chinoise, ce qui semble possible à moyen terme compte tenu de la dispersion mondiale des gisements^{16/}. L'incertitude toutefois demeure sur l'ampleur des réserves en certaines terres rares selon plusieurs spécialistes. La découverte par les experts de l'armée étasunienne de gisements de terres rares et autres minerais stratégiques (parmi lesquels le niobium dont 92 % de la production mondiale provient aujourd'hui du Brésil) en Afghanistan constitue dans ce contexte un



^{15/} *Le Monde*, 30 juillet 2010.

^{16/} Voir par exemple: European Commission, Enterprise and industry, *Critical raw material for the EU, report of the Ad-Hoc Working Group on defining critical raw materials*, 30 juillet 2010, en ligne sur le site de la

Commission européenne ; Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, *Rapport sur les enjeux des matériaux stratégiques : le cas des terres rares*, 23 août 2011, en ligne sur le site de l'Assemblée nationale française.

élément important, y compris pour la compréhension de la politique militaire des États-Unis^{17/}. L'heure est donc à une ponction minière accrue à l'échelle mondiale en ressources minérales non énergétiques de tous types. La recherche de sécurisation des approvisionnements de la part des grandes puissances va constituer un élément décisif de leurs politiques étrangère, commerciale, militaire. Les conditions écologiques et sociales de l'exploitation minière sont souvent désastreuses pour les travailleurs et pour l'environnement.

Plus que jamais la domination capitaliste nous engage dans une consommation effrénée de ressources épuisables sans souci de préservation des réserves à long terme et alors qu'est opéré en bout de chaîne un gaspillage effarant de ces ressources, dont témoigne aujourd'hui la montagne de déchets de téléphones portables ou d'ordinateurs mis au rebut quotidiennement.

L'accaparement des terres constitue un des faits majeurs de la troisième dimension de la ruée capitaliste mondiale sur la nature. Il s'agit de la prise de contrôle par des firmes ou des États de terres cultivables ou de forêts dans des pays tiers, souvent en Afrique ou en Asie, conduisant dans certains cas à la dépossession des paysans locaux et/ou à l'expulsion des populations autochtones, soit une nouvelle étape de néocolonialisme économique, « d'accumulation par expropriation » pour reprendre les termes de David Harvey^{18/}.

L'acquisition de 268 millions d'hectares de terres a été annoncée, dont 161 millions pour la seule Afrique, même si seulement 29 % de ce total seraient à ce jour réellement acquis. Cet achat de terres concerne des pays où souvent une partie de la population ne mange pas à sa faim. Il intervient dans un contexte de tensions grandissantes sur les ressources alimentaires. L'évolution des températures et des précipitations aurait fait chuter les rendements moyens mondiaux des cultures de blé et de maïs respectivement de 5,5 % et 3,8 %.

Un phénomène également mis en évidence en France, témoin de la crise latente du modèle de l'agriculture industrielle capitaliste à base d'intrants chimiques^{19/}. De nombreuses terres sont abandonnées, soit faute d'une rentabilité suffisante, soit en raison de l'érosion des sols provoquée par les ravages de l'agriculture intensive^{20/}.

À cela s'ajoute la concurrence dans l'usage des terres : l'urbanisation, l'étalement des villes et le développement des infrastructures conduisent partout à la disparition de terres agricoles. La surface des terres cultivées stagne au niveau mondial : de 1980 à 1990 elle ne serait passée que de 15 à 15,2 millions de km². Sans compter qu'une partie croissante des terres n'est pas

^{17/} David Gardner, « *The \$1 trillion jackpot : Us discovers vast natural deposits of gold iron, copper and lithium in Afghanistan ***** », *The Daily Mail*, 15th June 2010.

^{18/} David Harvey, « Le nouvel impérialisme : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, n° 35, 2004, p. 71-89.

^{19/} Stéphane Foucart, « Depuis trente ans, le changement climatique entrave la production céréalière mondiale », *Le Monde*, 7 mai 2011 ;

Laurent Bisault, « Les rendements du blé et du maïs ne progressent plus », *Agreste primeur*, n° 210, mai 2008.

^{20/} Agnès Rousseaux, « Au secours, la terre disparaît », 5 octobre 2011, en ligne sur le site www.bastamag.net. Voir aussi, David Pimentel, « Soil Erosion : a Food and Environmental Threat », *Environment, Development and Sustainability* (2006) 8 : 119-137.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

cultivée à des fins alimentaires mais pour produire des agrocarburants, ce qui a constitué une des causes des émeutes de la faim en 2008. De sérieuses études montrent que la planète peut nourrir la population attendue en 2050 de 9 milliards d'êtres humains. Mais pour cela, une rupture est nécessaire : opérer le passage de l'agriculture intensive à l'agroécologie. Olivier De Schutter, rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation devant l'assemblée générale des Nations Unies, estime ainsi que l'agroécologie permettrait de doubler la production agricole en dix ans^{21/}. Là encore il suffit de se remémorer à quel point l'agriculture est aujourd'hui dominée en amont et en aval par les grandes firmes capitalistes – semenciers, fabricants de pesticides et d'engrais, firmes de négoce, grande distribution... – pour comprendre que sa transmutation dans le cadre du système économique actuel est une véritable gageure.

Quatrième dimension de cette ruée, à la confluence des crises sociale et écologique : l'augmentation de l'exploitation physiologique de la force de travail humaine, force vivante, naturelle et sociale, accompagnant le renforcement de son exploitation économique, l'extorsion de plus-value en termes marxistes. Les indicateurs disponibles montrent en effet un approfondissement de cette exploitation tant au Nord qu'au Sud. Dans les anciens pays industrialisés, l'augmentation de l'espérance de vie ne s'est pas traduite par une résorption des inégalités sociales face à la mort et à la maladie, ce que viennent de confirmer une nouvelle fois les dernières statistiques françaises^{22/}.

Cet écart renvoie principalement aux conditions de travail et aux conditions de vie déterminées par la place dans le processus de production qui se sont détériorées ou ne se sont pas améliorées pour la majeure partie des salariés durant les dernières décennies. L'intensité de la pression physique et psychique au travail conduit à une exploitation physiologique dont l'effet est de détériorer la santé à échéance brève ou longue, conduisant à l'usure et à la mort précoce des travailleurs. Au Sud, les formes les plus féroces d'exploitation ont libre cours, ce dont témoignent le nombre beaucoup plus élevé de victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou encore une espérance de vie plus courte qu'au Nord. La ruée sur la nature et le vivant n'épargne pas le corps même des hommes et des femmes^{23/}.

La ruée sur la nature au cœur de l'ordre impérialiste

Cette grande ruée s'opère dans un monde plus que jamais dominé par l'ordre impérialiste. Si la montée en puissance des économies émergentes

^{21/} Olivier De Schutter, *Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, A/HRC/16/49, GE.10-17850, 20 décembre 2010.

^{22/} Nathalie Blanpain, « L'espérance de vie s'accroît, les inégalités sociales face à la mort

demeurent », *Insee Première*, n° 1372, octobre 2011.

^{23/} Pour un exposé détaillé, voir Laurent Garrouste, « De la lutte contre l'exploitation physiologique à la transformation écosocialiste du travail », in Vincent Gay (coord.), *Pistes pour un anticapitalisme vert*, Syllepse, 2010, p. 77-98.

conduit à des déplacements de rapports de forces politico-économiques de grande ampleur, cet ordre n'en est pas pour autant mis à bas, mais réaménagé. Les économies émergentes en dépit de la force de leur développement capitaliste sont encore loin d'être dans la situation des anciens pays industrialisés. Les pays en voie de développement exportent environ 0,75 tonne de ressources naturelles par an et par habitant, les économies émergentes 0,55 seulement, tandis que les pays de l'OCDE hors Union européenne en importent 1,8 et les seuls pays de l'UE 2,8^{24/}. Le rôle particulier d'un pays comme la Chine a pour conséquence qu'une partie importante des émissions de gaz à effet de serre produites sur son sol correspondent à des exportations vers les pays du Nord, dont nombre d'unités de production polluantes ont été délocalisées ou simplement localisées au Sud. Une étude récente établit que 23 % des émissions mondiales de CO₂ sont imputables à des produits fabriqués en Chine et dans d'autres pays émergent, et importés par les pays du Nord. Les pays riches d'Europe sont ainsi importateurs nets de CO₂. Pour la France, les importations nettes de CO₂ en 2004 sont estimées à 30 % des émissions nationales. Une autre étude officielle portant sur 2007 indique que plus de 40 % des émissions de CO₂ associées à la satisfaction des besoins nationaux sont produites à l'étranger. Autant dire que les discours vertueux sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre s'effondrent si on prend en compte la réalité de la division internationale du travail. Ainsi la France ne rejette pas moins de CO₂ qu'en 1990 et est donc loin d'atteindre l'objectif pourtant dérisoire fixé par le défunt protocole de Kyoto^{25/}. On voit combien il est erroné d'écrire que « le Chinois est plus pollueur que le Français » comme l'écrit *Le Monde* le 1^{er} octobre 2011. Cette délocalisation



de l'émission de pollution doit être complétée par un autre élément d'analyse. Les pays du Nord – avant tout leurs classes dominantes – bénéficient du niveau élevé d'exploitation physiologique du travail accompagnant la surexploitation économique au Sud, qui abaissent le coût de leurs importations et dopent la rentabilité de leurs investissements sur place. Les conditions de travail désastreuses dans l'industrie d'extraction de charbon ou de terres rares en Chine conduisent à des milliers de morts. Un récent conflit dans une usine de fabrication de panneaux photovoltaïques à Hongxiao a mis en évidence la gravité de l'exposition des travailleurs et des riverains aux substances chimiques nocives utilisées.

^{24/} Friends of the Earth Europe, Global 2000, Sustainable Europe Research Institute, *Overconsumption ? Our Use of the World's Natural Resources*, septembre 2009.

^{25/} Steven David et Ken Caldeira, « Consumption-based accounting of CO₂ emissions », *Proceedings of the National Academy of Sciences*

USA, 23 mars, 2010, vol. 107, n° 12, 5687-5692 ; Grégoire Allix, « La France ne rejette pas moins de CO₂ qu'en 1990 », *Le Monde*, 13 août 2010 ; MEEDDM, *L'empreinte carbone de la demande finale intérieure de la France*, août 2010.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

Les inégalités entre pays du Sud et pays du Nord restent plus que jamais considérables : un Africain consomme en moyenne 10 kg de ressources naturelles par jour, un Asiatique 14, un Sud Américain 34, un Européen 43, et un Nord-Américain 90.

Compte tenu des conditions environnementales d'extraction et d'utilisation des ressources naturelles décrites plus haut, les pays du Nord assoient donc leur domination sur un pillage écologique du reste de la planète. C'est également le cas des classes dominantes des pays dominés qui bénéficient couramment d'un niveau de vie équivalent à leurs consœurs des pays dominants. Ce pillage est un des mécanismes socio-économiques fondamentaux déterminant la crise écologique globale. En ce sens, il a des conséquences cumulatives, dans nombre de cas difficilement ou totalement irréversibles. Les extinctions d'espèces sont définitives. Le temps de reconstitution d'un sol épuisé ou de retour à la normale de la concentration atmosphérique en CO₂ – à en supposer les conditions réunies – se comptent en dizaines ou centaines d'années.

La réparation écologique au cœur du socialisme

Face à la question sociale chaque nouvelle génération d'exploité-e-s pouvait avoir l'espoir de tout remettre à zéro. Tel n'est pas le cas face à la crise écologique dont les dégâts cumulent leurs effets de manière irréversible. La question sociale elle-même en est profondément transformée. De nouveaux défis s'ajoutent aux anciens, les bouleversent. Elle ne peut être désormais dissociée de la crise écologique dont les effets sociaux sont omniprésents. Comment répondre à la crise alimentaire sans changer les conditions écologiques de l'agriculture ? Comment transformer le travail sans sortir de la pollution chimique généralisée dont les travailleurs sont les premières victimes ? Comment vivre autrement sans refuser d'imiter le mode de vie écologiquement insoutenable des riches ? Comment construire une coopération à l'échelle mondiale sans non seulement annuler les dettes financières mais aussi réparer la dette écologique ?

La nouveauté de la situation nouée par la dynamique conjointe des crises sociale et écologique globales renouvelle les enjeux d'un projet de changement social radical. La prise en charge du passé, qui englobe ce que John Bellamy Foster appelle la « *réparation de la fracture métabolique* » entre la société et la nature, constitue une tâche essentielle d'un socialisme authentiquement écologique, d'un *écosocialisme*^{26/}, défini comme une société de la satisfaction écologique des besoins sociaux démocratiquement définis.

Mais je voudrais ici insister sur le fait que la redéfinition du but implique une redéfinition des enjeux et des conditions du combat. Plus que jamais le combat est planétaire. Le mouvement altermondialiste, qui dès son

^{26/} Pour une présentation de l'écosocialisme voir : Laurent Garrouste, « Vers un programme écosocialiste », article en ligne sur le site www.europe-solidaire.org ; Michael Löwy, *Écosocialisme, L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Mille et une nuits, 2011 ; Daniel Tanuro, « Les fondements d'une stratégie écosocialiste », article en ligne sur le site www.europe-solidaire.org.

émergence a placé la question écologique au cœur de ses préoccupations, représente de ce point de vue, et en dépit de limites évidentes, une avancée qui n'a pas encore accouché de toutes ses promesses^{27/}. Face aux difficultés phénoménales auxquelles se trouve confronté tout projet de changement social, il peut être tentant d'enfermer sa stratégie dans un cadre national. Ce d'autant plus qu'il est probable que toute avancée sérieuse se situe d'abord d'emblée dans un tel cadre. Pourtant, accepter de fait cette auto-limitation serait à coup sûr risquer de se trouver englué dans l'étroitesse d'un cadre étatique national^{28/}. Or, il est évident qu'aucun projet de transformation ne peut prospérer très longtemps dans le seul cadre national. Tout comme il est évident que les réponses à la crise écologique globale supposent des réponses mondiales. La construction de mouvements coordonnés à l'échelle planétaire est donc impérative, ces mouvements ne pouvant être subordonnés aux intérêts d'un quelconque gouvernement, fût-il révolutionnaire. De nombreux signes montrent que sur le terrain écologique la construction de ce type de mobilisation est une tâche que l'on peut se fixer raisonnablement, que ce soit sur la question climatique ou sur la question nucléaire. Mais cela suppose certainement de surmonter la coupure existant encore trop souvent aujourd'hui entre question sociale et question écologique. L'émergence d'une force internationale paysanne de masse comme Via Campesina capable de porter de front les deux dimensions constitue incontestablement un signe de ce qu'il doit être possible de faire sur d'autres terrains. La césure historique entre mouvement ouvrier et mouvement écologiste doit être surmontée : crise sociale et crise écologique avancent de concert et se nourrissent l'une de l'autre, elles appellent la définition de réponses communes, nécessairement antisystémiques. Telle est sans doute une des tâches fondamentales à laquelle les écosocialistes se trouvent aujourd'hui confrontés. Pour cela, la crise doit être regardée en face dans toutes ses dimensions.

^{27/} Voir sur ce point, Michaël Löwy, *op.cit.*, p. 129-138.

^{28/} C'est un des enjeux de la discussion ouverte par les partisans de la démondialisation. Voir : Frédéric Lordon, « La démondialisation et ses

ennemis », *Le Monde Diplomatique*, août 2011 ; Jean-Marie Harribey, « Sortir de la crise, par où commencer ? », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2011.

